

Économie et croissance : la France a besoin d'une forte mobilisation sociale

Par Henri Sterdyniak, cofondateur des économistes atterrés.

Publié le 15 février 2026, par le journal L'Humanité

<https://www.humanite.fr/en-debat/croissance/economie-et-croissance-la-france-a-besoin-dune-forte-mobilisation-sociale>

Malgré les incertitudes qui ont marqué l'année 2025 ([les coups de boutoir de Donald Trump sur le commerce mondial](#)), la fragilité politique en France illustrée par la longueur des débats budgétaires), l'économie française n'a pas connu de fort ralentissement ; elle n'a pas connu non plus de nette reprise. En 2025, sa croissance a été de 1,1 % (en glissement), un peu moins que celle de la zone euro (1,3 %) ; certains pays du Sud en rattrapage font nettement mieux ([l'Espagne, 2,7 %](#) ; le Portugal, 1,9 %), mais l'Allemagne (0,5 %) souffre du marasme de son industrie.

La croissance française a été freinée par la faiblesse de la consommation des ménages (+ 0,2 % seulement sur un an), en raison de la baisse de leur pouvoir d'achat (- 0,6 %) et du maintien à un haut niveau de leur taux d'épargne, dopé par la hausse des revenus financiers et par l'incertitude économique. L'investissement des ménages et celui des entreprises se sont un peu redressés, mais à partir de très bas niveaux.

Heureusement, les dépenses publiques ont soutenu la croissance. [La faiblesse de la croissance](#) et la réduction des avantages de l'apprentissage pour les entreprises ont provoqué une hausse du taux de chômage (de 7,3 % fin 2024 à 7,9 % fin 2025). Faut-il se réjouir de la faiblesse de l'inflation (0,8 % en glissement), quand elle provient du marasme économique et de la stagnation des salaires ? Fin 2025, le salaire moyen est plus bas de 0,7 % que son niveau de fin 2021.

En 2025, le PIB français se situe à 5 % au-dessus de son niveau de 2019, il manque environ 2,5 % pour que les traces de la dépression Covid soient effacées. Là aussi, la bonne performance de l'Espagne (+ 19,6 % de croissance depuis 2019) contraste avec la quasi-stagnation de l'Allemagne (+ 0,2 %).

En 2026, la France devrait maintenir une croissance médiocre (1,2 % l'an) légèrement inférieure au niveau permettant la stabilisation du taux de chômage : [le plein-emploi](#) (un taux de chômage inférieur à 5 %) n'est plus à l'horizon. La politique budgétaire sera restrictive (un impact négatif de l'ordre de 0,4 point de PIB), mais moins que ne l'aurait impliqué la première version du [Budget Lecornu](#), de nombreuses mesures d'austérité ayant été repoussées par l'Assemblée nationale.

La politique monétaire est relativement neutre, avec un taux directeur à 2 %, mais les marchés financiers imposent à l'État français de se financer à 3,45 % à dix ans ; la baisse du dollar nuit à la compétitivité des pays de la zone euro qui subissent aussi la déferlante de produits chinois.

Sur le même thème



Biogaran : l'État a-t-il menti lors de la vente des médicaments génériques français à un fonds d'investissement britannique ?

La France est confrontée à plusieurs défis. La perspective d'une austérité budgétaire aveugle n'est pas écartée. L'objectif d'une stabilisation du ratio dette/PIB, malgré la hausse des dépenses militaires, demande un effort de l'ordre de 90 milliards, qui risque de peser sur l'activité, sur les services publics et sur la protection sociale, le gouvernement se refusant à lutter contre l'optimisation fiscale, à taxer les plus riches et à remettre en cause les aides non ciblées aux entreprises.

Le niveau élevé des loyers pèse sur le pouvoir d'achat ; des pénuries persistent dans de nombreuses zones tendues au détriment des jeunes, réduisant leur possibilité d'avoir des enfants. Pourtant, les mises en chantier de logements régressent (de l'ordre de 280 000 en 2025 contre 400 000 jusqu'en 2018).

La réindustrialisation n'est guère engagée ; de nombreuses entreprises industrielles sont mises en liquidation ou vendues à l'étranger ; l'indice de production industrielle est inférieur de 5 % à son niveau de fin 2019 ; la part de l'industrie dans le PIB ne s'est pas redressée (de 13,5 % fin 2019 à 13,2 % fin 2025).

Le solde extérieur de la France est proche de l'équilibre. Mais, sa balance commerciale reste déficitaire, avec une dégradation des échanges agro-alimentaires, de l'automobile et du matériel électronique.

La transition écologique va trop lentement. La baisse des émissions de CO₂ n'a été que de 1,6 % en 2025 pour un objectif de 5 %. Et le gouvernement, soumis à la pression des industriels et des agriculteurs, n'en fait plus une priorité.

La politique de l'offre des gouvernements Macron, axée sur la baisse des impôts sur les entreprises et les plus riches, n'a pas fonctionné. Les classes dirigeantes en veulent toujours plus. Pour sortir du marasme, la France a besoin d'une forte mobilisation sociale autour du soutien à l'emploi et à la production, de la relance de la construction, d'une politique industrielle appuyée par un système bancaire et financier public. Cela nécessite aussi une mise en cause des règles de l'Union européenne.

Sur le même thème



Crue généralisée : la lutte contre les événements climatiques extrêmes implique « des choix collectifs à opérer »